



Mort de Nahel :

Le gouvernement, responsable de la situation doit apaiser en répondant aux revendications !

La mort de Nahel, 17 ans, abattu à bout portant par un policier à Nanterre, a déclenché dans tout le pays une vague d'émotion et de colère, d'autant que la vidéo de la scène est accablante.

Certains en profitent pour faire de la surenchère sécuritaire, en lançant des appels à la guerre contre les « nuisibles »**. Le gouvernement Macron se garde bien de dénoncer ces factieux et en rajoute dans les mesures sécuritaires, y compris contre les parents qui seraient tenus pour responsables. C'est oublier bien vite la violence policière d'Etat, que les manifestants qu'ils soient syndicalistes, jeunes, salariés, retraités, écologistes ou gilets jaunes ont subi depuis des années, la France étant un des rares pays à tirer à coups de LBD sur des manifestants avec à la clé la perte d'un œil ou d'une main. La Loi Cazeneuve de 2017, et son article L 435-1, a encore plus facilité le recours aux armes par les policiers.

Cette situation explosive vient de loin. Elle est la conséquence directe de toutes les mesures prises contre la population, en particulier dans les quartiers populaires et leur jeunesse, par tous les gouvernements successifs. Macron et son gouvernement, avec un mépris croissant, nous ont rendu la vie encore plus difficile en volant deux ans de notre vie avec sa « réforme » des retraites, en instaurant le travail gratuit avec sa « réforme » du RSA, en bouchant tout avenir aux jeunes avec la liquidation des lycées professionnels, Parcoursup, et en tentant de les caporaliser avec le Service national Universel (SNU).

Cette situation est exacerbée dans les quartiers populaires qui se voient continuellement dépouillés de leurs services publics, avec un droit à l'instruction saccagé par les fermetures de classes, les non-remplacements de profs absents, la fermeture des lits d'hôpitaux, des centres de Sécu, des finances publiques et autres administrations, aboutissant à marginaliser les populations. Etranglement de l'Education Nationale et des services publics alors que dans le même temps, le gouvernement trouve 413 milliards (!!) sur 6 ans pour le budget militaire.

Les choix du gouvernement en faveur des classes les plus riches contre celles des plus précaires se traduisent aussi par l'inflation galopante et le refus d'augmenter véritablement le point d'indice dans la fonction publique, la hausse des loyers et des prix de l'énergie, qui plongent des populations entières dans le dénuement le plus total, particulièrement les mères isolées et les enfants. Alors qu'une minorité de capitalistes (*Bernard Arnault est devenu l'homme le plus riche au monde*) se gavent à nos dépens, 10 millions de personnes tentent de survivre sous le seuil de pauvreté en France.

Alors oui, il faut sortir de la spirale destructrice de la violence, mais cela impose au départ :

- *Justice pour Nahel*
- *Et abrogation de la loi Cazeneuve de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre*

Et pour que cela n'arrive plus, il faut qu'il existe un avenir pour la jeunesse dans notre pays, exigeons :

- *L'arrêt des fermetures de services publics ;*
- *Un plan de renforcement et de financement des services publics à hauteur des besoins sur tout le territoire, dans une perspective de justice et de mixité sociales, en particulier donnant à l'école tous les moyens matériels et humains lui permettant de jouer pleinement son rôle éducatif ;*
- *Une politique active et ferme de lutte contre le racisme, et qu'aucun jeune ne grandisse en ayant à subir de discriminations, contrôle au faciès, ni subir de violence policière ;*
- *Le blocage des loyers et des prix de l'énergie et des produits de première consommation.*

La CGT-INRAE s'associe pleinement à l'appel « [Notre pays est en deuil et en colère](#) » et invite les personnels INRAE à participer à toutes les initiatives qui s'y rattachent.

REJOIGNEZ LA CGT !



Bulletin d'adhésion à retourner à la CGT-INRAE

Porte de Saint-Cyr, RD 10, 78210 Saint-Cyr l'Ecole ou cgt@inrae.fr

Centre INRAE :
Qualité (M. ou Mme) : NOM :
Prénom : Date de naissance :
Corps : Grade :
E-mail :

***[Cf le communiqué conjoint](#) des deux syndicats Alliance Police et UNSA Police*